

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL SYNDICAL

### Délibération n°2018-01-011 du PETR Uzège Pont du Gard

Séance du 14 mars 2018

MEMBRES		
EN EXERCICE	PRESENTS	VOTANTS
16	13	13

#### Syndicat Mixte du PETR de l'Uzège Pont du Gard

L'an deux mille dix-huit,  
Le quatorze mars à dix-huit heures trente

Le Conseil Syndical légalement convoqué s'est réuni dans au 2 rue Joseph Lacroix à Uzès, en séance publique sous la présidence de M. Louis DONNET, en qualité de Président du Syndicat Mixte.

#### Présents :

MM. Thierry ASTIER, Jean-Louis BERNE, Laurent BOUCARUT, Christian CHABALIER, Louis DONNET, Pascal GISBERT, Jean-Claude MANCHON, Claude MARTINET, Lionel NEBECKER, Gérard PEDRO, Patrick PELLOUX, Frédéric SALLE-LAGARDE, Fabrice VERDIER

#### Absents excusés :

MM. Brigitte DE SABOULIN BOLLENA, Christian PETIT, Bernard RIEU

#### Absents représentés :

MM. Jean-Luc CHAPON, Martine LAGUERIE

\*\*\*\*\*

DATE DE LA CONVOCATION 07/03/2018
-----
DATE D'AFFICHAGE 15/03/2018
-----
SECRETAIRE DE SEANCE Jean-Louis BERNE
-----
OBJET <b>Adhésion LEADER France</b>

Vu le code général des collectivités territoriales

Considérant qu'en sa qualité nouvelle de Pôle d'Equilibre Territorial et Rural, le Syndicat a un intérêt à être membre de LEADER France,

Où l'exposé de Louis DONNET, rapporteur,

Il est proposé au conseil syndical

σ **AUTORISER** le Président à adhérer à l'Association LEADER France et à inscrire les diverses dépenses au budget

Vote du Conseil :

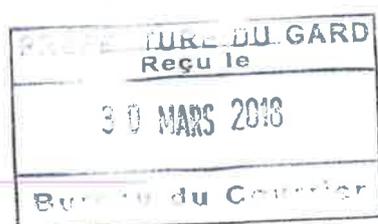
POUR : 13

CONTRE : /

ABSTENTION : /

**La délibération est adoptée à l'unanimité par le Conseil Syndical**

Fait à Uzès, le 15 mars 2018



Pour extrait conforme

Le Président



Le Président certifie le caractère exécutoire de la présente décision compte tenu de la transmission en Préfecture 15 mars 2018 et de la notification le 15 mars 2018.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification au représentant de l'Etat ou d'un recours gracieux auprès de la personne publique. Un silence de deux mois vaut alors de décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal.*